

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Z.I. d'Aiguilly
Route de Charlieu
42300 Roanne

Références : UID4243-EAR-24-370

Code AIOT : 0006103396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN implanté ZI d'Aiguilly Route de Charlieu 42300 Roanne. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.F.DES PNEUMATIQUES MICHELIN
- ZI d'Aiguilly Route de Charlieu 42300 Roanne
- Code AIOT : 0006103396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine Michelin Roanne est spécialisée dans la fabrication de pneus ultra haute performance.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets aqueux et atmosphériques,
- Suivi des installations de protection contre la foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	6 mois
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.1	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.2	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.4.1	Sans objet
6	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.9.1	Sans objet
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 10.2.3.1	Sans objet
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.1	Sans objet
9	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.2	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.3	Sans objet
11	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant continue une action de réduction des émissions de COV, et a mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour lever les non-conformités relevées en 2023 pour ce qui concerne la surveillance des rejets aqueux. La visite objet du présent rapport a permis de relever des non-conformités relatives à l'entretien et la surveillance des installations de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation
Prescription contrôlée : <p>Sous un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet pour avis à l'inspection des installations classées le programme de mesures listant les émissaires représentatifs à prendre en compte pour les campagnes d'analyses et les modalités d'extrapolation des résultats pour déterminer le flux total de l'ensemble de l'établissement pour chacun des paramètres à analyser.</p> <p><u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°1 (non-conformité) :</u> L'exploitant n'a pas établi les modalités d'extrapolation des résultats d'analyses pour déterminer le flux total émis par l'ensemble des émissaires de l'entreprise pour chacun des polluants concernés. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le flux total annuel émis pour chacun des paramètres analysés. Les modalités de calcul seront détaillées. Il apportera également des précisions sur les débits de rejets des points retenus, compte tenu des écarts de débits constatés entre les analyses de 2022 et 2023. Pour le cas des machines C3M, lors de la prochaine campagne d'analyses, un prélèvement sur plusieurs points de rejets pourrait permettre de réduire les erreurs d'extrapolation pour le calcul du flux total (actuellement, 1 analyse sur 46 points de rejets). Un argumentaire de l'exploitant est attendu sur ce point. En première approche, un seul point sur 46 émissaires apparaît faible.</p>
Constats : <p>Via le schéma de maîtrise des émissions de l'année 2023 et daté de mars 2024, l'exploitant a déterminé le flux annuel des émissions de COV NM émis au niveau des rejets canalisés (installations C3M, anciennes cuissons). Il s'élève à 7,07 t/an. L'extrapolation a été réalisée en considérant le flux horaire mesuré, le temps réel de fonctionnement des machines et le nombre de machines (extractions).</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a remis une évaluation quantitative des risques sanitaires datée d'avril 2024, qui présente dans ses hypothèses le flux de chacun des paramètres suivis (transmission initiale de l'étude en juillet mais non reçue par l'inspection pour cause de capacité de messagerie insuffisante).</p> <p>En réponse au précédent rapport d'inspection, l'exploitant n'a pas transmis d'argumentaire visant à justifier sa stratégie de prélèvement sur les émissaires des machines C3M. La campagne de prélèvements pour les analyses de l'année 2024 était en cours le jour de la visite objet du présent rapport. L'exploitant a indiqué avoir retenu deux points de prélèvements pour les émissaires des machines C3M. Il a indiqué s'être rapproché des services centraux du groupe Michelin, et a notamment précisé que les conditions de rejets de chaque machine sont similaires (cheminées d'extraction identiques, recette d'un pneu varie très peu d'une machine à l'autre, temps de cuisson similaire).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Observation : Lors de la transmission à l'inspection des résultats des analyses des rejets atmosphériques de l'année 2024, l'exploitant joindra un argumentaire écrit justifiant de la représentativité des émissaires retenus (en particulier pour les deux machines C3M analysées).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences d'analyses
Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses
Constats : La fréquence minimale imposée est annuelle et respectée. La précédente campagne d'analyses a été réalisée en juillet 2023. Les prélèvements pour les analyses de 2024 étaient en cours le jour de la visite objet du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions en concentration (*) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les informations justifiant de la liste des paramètres à surveiller. Ces composés ne peuvent provenir que des opérations de cuisson des pneumatiques (vulcanisation du caoutchouc), la mise en œuvre de produits en contenant est interdite. En cas d'élaboration d'une évaluation quantitative des risques sanitaires, les valeurs limites d'émissions fixées pourront être revues. <u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°2 (non-conformité) :</u> 1 - Le débit du point de rejet "ancienne cuisson" est supérieur à 5 000 m ³ /h, la vitesse d'éjection doit être supérieure à 8 m/s (vitesse mesurée 7,5 m/s). L'exploitant fera part de ses observations et des actions qu'il compte mettre en œuvre sous un délai de 6 mois. 2 - L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les éléments justifiant la liste des COV et HAP spécifiques devant faire l'objet d'analyses. Les éléments nécessaires devront être établis sous un délai de 6 mois.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les éléments permettant de répondre aux constats du point de contrôle n°2 du précédent rapport d'inspection. Pour le cas de la vitesse de rejet de l'"ancienne cuisson", il a indiqué attendre les résultats de la campagne d'analyses en cours. Il a également précisé que l'activité de production traditionnelle des pneus dite "moyens individuels" devrait définitivement s'arrêter au cours de l'année 2025. Ainsi, les systèmes "ancienne cuisson" ne seront plus utilisés.

Pour le cas de la liste des COV et HAP, l'exploitant a présenté au cours de la visite un courrier électronique du groupe Michelin daté du 28 novembre 2023 listant les substances devant être recherchées au niveau des émissaires. Cette liste serait établie sur la base des produits mis en œuvre lors de la fabrication des bandes de caoutchouc cru, ces dernières étant utilisées comme matière première sur le site Michelin de Roanne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Lors de la transmission à l'inspection des résultats des analyses des rejets de l'année 2024, l'exploitant joindra à son envoi les éléments justifiant de la liste des COV et HAP devant faire l'objet d'analyses au niveau des émissaires, notamment lors des opérations de cuisson.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Respect des valeurs limites d'émissions en flux :

Les émissions totales de COV NM (COV émis résultant de la mise en œuvre de solvants + COV émis au moment de l'opération de « cuisson » des pneumatiques) respectent les flux annuels suivants :

Émissions totales, flux annuel maximal (tonnes/an) :

- COV NM (jusqu'au 31/12/2022) : 50 tonnes
- COV NM (à compter du 01/01/2023) : 36 tonnes

Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°3 (observation) :

Le flux total annuel des émissions de l'année 2023 devra être établi en prenant en compte les résultats du PGS et les résultats des analyses des COV NM au niveau des émissaires des opérations de cuisson.

Les déchets contenant des solvants et évacués hors site doivent être comptabilisés en O6 dans le PGS (observation à prendre en compte lors de l'élaboration du PGS de l'année 2023).

Constats :

Le flux total de COV NM présenté dans le SME établi au titre de l'année 2023 est de 24,29 tonnes (17,22 tonnes liées à la mise en œuvre de solvants, 7,07 tonnes liées aux composés émis lors de la cuisson des pneumatiques).

L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu de déchets contenant des solvants à évacuer au cours de l'année 2023.

Au cours des échanges, l'exploitant a indiqué que le procédé traditionnel "moyens individuels" devrait être mis à l'arrêt en avril 2025, ce qui s'accompagnera de l'arrêt d'utilisation de la dissolution.

Avec le seul procédé C3M mis en œuvre sur le site, les solvants utilisés devraient être :

- éthanol pour des opérations de nettoyage
- solvants spécifiques utilisés ponctuellement pour des opérations de réparation de

pneumatiques.
Une diminution du flux total annuel émis est donc attendue à compter de 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2023, article 2.1.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de maîtrise des émissions

Prescription contrôlée :

Les installations font l'objet d'un schéma de maîtrise annuel des émissions de COV qui est transmis à l'inspection des installations classées avant le 30 mars de l'année suivante.

Le ratio maximal est fixé à 1,5 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons », c'est-à-dire pouvant être mis sur le marché.

Compte tenu de la montée en charge de l'activité C3M, l'exploitant doit viser à compter du 31 décembre 2023 un objectif de 1 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques « bons ».

Constats :

Le SME de l'année 2023 montre un ratio de 0,84 g de COV consommé par kilogramme de pneumatiques bons (1,05 g en 2022).

Cette amélioration est liée :

- à l'arrêt progressif du procédé traditionnel "moyens individuels" mettant en œuvre de la dissolution solvantée,
- au remplacement de la dissolution solvantée par de la dissolution aqueuse pour certaines étapes du procédé traditionnel "moyens individuels".

A la date de la visite objet du présent rapport, le ratio calculé est de 0,49.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

Respect des valeurs limites d'émissions en concentration et en flux

Constats :

Un examen des résultats saisis sur Gidaf sur la période Janvier 2024 - Juillet 2024 montre l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission, excepté pour les analyses de février 2024 qui ont montré un dépassement ponctuel en DCO en concentration (valeur mesurée : 581 mg/L, VLE : 500 mg/L ; pas de dépassement pour le flux). L'exploitant n'a pas d'explication et les résultats sont redevenus conformes le mois suivant.

Pour le cas des paramètres soumis à surveillance annuelle, il a pu être observé sur plusieurs mois

des résultats saisis à 0. Après échange avec l'exploitant, il s'agirait d'erreurs de saisies, les paramètres concernés n'étant pas analysés sur tous les mois concernés. Une correction des saisies erronées peut être effectuée par une demande d'invalidation sur Gidaf.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Pour un mois donné, lorsqu'un paramètre n'est pas analysé, aucune valeur ne doit être saisie dans la case concernée (ne pas renseigner la valeur 0).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 10.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences d'analyses
Prescription contrôlée : Respect des fréquences d'analyses <u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°6 (non-conformité) :</u> Selon les éléments présentés au cours de la visite, il a pu être identifié : <ul style="list-style-type: none"> - la température du rejet n'est plus analysée en continu (sonde température hors service), - la sonde de pH semble difficile à calibrer, - des paramètres soumis à une surveillance minimale annuelle ne sont pas analysés : anthracènes, chloroalcanes. - bien que les analyses soient confiées à un organisme agréé, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que le prélèvement est effectué au moins une fois par an sous accréditation. Sous un délai de 3 mois, les actions correctives nécessaires doivent être mises en œuvre pour lever ces non-conformités.
Constats : Les résultats saisis sur Gidaf permettent de constater le respect des fréquences d'analyses prescrites. Par courriel du 7 mars 2024, l'exploitant a indiqué avoir programmé le remplacement du préleveur et des dispositifs d'enregistrement en continu (température, pH, débit), les travaux étant prévus du 21 mai au 7 juin. En regard des non-conformités relevées lors de la précédente inspection : <ul style="list-style-type: none"> • avec le nouveau préleveur, la température est enregistrée en continu, • une nouvelle sonde pH a été installée, • en décembre 2023, une campagne d'analyses a pris en compte les paramètres soumis à fréquence annuelle qui avaient été "oubliés", • lors des campagnes d'analyses de décembre 2023 et mars 2024, un contrôle de recalage annuel a été effectué : le prélèvement a été réalisé sous accréditation par un organisme extérieur, les analyses ont été confiées à un organisme agréé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
Constats : Un nouveau préleveur a été installé, il est à l'extérieur des bâtiments. Il est facilement accessible et permet des interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Section de mesure
Prescription contrôlée : Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°8 (non-conformité) :</u> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en place les dispositions nécessaires pour assurer un prélèvement des échantillons conforme aux dispositions de l'article 4.3.6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 et respectant les préconisations du guide cité ci-dessus (ne pas réaliser le prélèvement au niveau du bassin d'homogénéisation mais au niveau du rejet final). En cas d'impossibilité technique, l'exploitant pourra proposer à l'inspection de mettre en œuvre les solutions alternatives prévues par le guide.
Constats : En réponse au précédent rapport d'inspection, par courriel du 7 mars 2024, l'exploitant avait informé l'inspection de la mise en place d'un nouveau préleveur. La visite objet du présent rapport a permis de constater son installation. Le prélèvement des échantillons n'est plus effectué au niveau de la fosse d'homogénéisation mais au niveau de la canalisation de rejet final, avec un prélèvement asservi au débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C. <u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°9 (non-conformité) :</u> Le prélèvement des échantillons est asservi au temps (1 prélèvement toutes les 5 minutes). Sous un délai de 6 mois, l'exploitant mettra en place les dispositions nécessaires pour assurer un prélèvement des échantillons conforme aux dispositions de l'article 4.3.6.3 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 (prélèvement proportionnel au débit). En cas d'impossibilité technique, l'exploitant pourra proposer à l'inspection de mettre en œuvre les solutions alternatives prévues par le "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE"
Constats : En réponse au précédent rapport d'inspection, par courriel du 7 mars 2024, l'exploitant avait informé l'inspection de la mise en place d'un nouveau préleveur. Le nouveau préleveur est réfrigéré, le prélèvement des échantillons est asservi au débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2019, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et des eaux résiduelles internes
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu autorisé à les recevoir. <u>Suivi inspection du 18/10/2023, point de contrôle n°10 (non-conformité) :</u> La collecte des effluents ne respecte pas les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant fournira une étude technico-économique afin d'évaluer le coût de mise en conformité des installations et se positionnera sur les possibilités de réalisation des travaux nécessaires.
Constats : A l'issue de la précédente inspection, l'exploitant a adressé un plan des réseaux à l'inspection par courriel du 9 novembre 2023 (mail non reçu par l'inspection, la pièce jointe était trop lourde et le système n'a pas adressé de message d'erreur à l'exploitant). Ce plan a été présenté à l'inspection au cours de la visite : il s'agit d'un plan daté de 1990, il couvre l'ensemble de l'usine. Il semble montrer une séparation des eaux usées et eaux industrielles, mais l'échelle ne permet pas de suivre facilement tous les tracés.

Deux autres plans ont été transmis à l'inspection par courrier électronique du 26 septembre 2024. Ils permettent d'effectuer un zoom au niveau de la fosse de relevage où est situé le point de prélèvement des échantillons : ce plan permet de bien distinguer les canalisations de collecte des eaux usées industrielles et eaux usées sanitaires.

Selon ces plans, les analyses des effluents aqueux réalisées dans le cadre de l'autosurveillance portent bien sur les eaux usées industrielles. Le réseau de collecte des effluents évacue séparément les eaux usées industrielles et sanitaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification, entretien

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

Les vérifications à effectuer chaque année et tous les deux ans visées par les prescriptions du présent point de contrôle ne sont pas réalisées. Il n'existe pas de notice de vérification et de maintenance.

Actuellement, le dispositif paratonnerre est installé sur une ancienne cheminée, point haut du site. Un examen visuel n'a pas permis d'identifier la présence d'un dispositif de comptage des impacts foudre le long des éléments conducteurs (qui apparaissent anciens).

Des travaux sont programmés pour détruire cette cheminée (début des travaux programmé pour le mois d'octobre 2024). L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle analyse risque foudre et l'étude technique associée seront réalisées afin de déterminer les dispositifs de protection à mettre en

place, en remplacement du dispositif supprimé (une intervention d'un bureau spécialisé est programmée pour la fin du mois de septembre 2024).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Les vérifications prévues par le présent point de contrôle ne sont pas réalisées. Sous un délai de 6 mois, l'exploitant justifiera de l'organisation mise en place afin de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Documents
Prescription contrôlée : « L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : Vis-à-vis des documents visés par le présent point de contrôle, l'exploitant n'a été en capacité de présenter que la dernière analyse du risque foudre (ARF) datée du 18 décembre 2019. Cette ARF a mis en évidence les recommandations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Une protection par parafoudre type 2 sera à prévoir sur les 2 équipements (centrale DI et centrale Gaz). • Bâtiment 230 : le bâtiment sera à protéger par une SPF de niveau 4. • Afin de diminuer le risque à un niveau tolérable, installer une protection par parafoudre type 2 pour la protection de la centrale de détection incendie et des circuits éclairages extérieure Cas du rejet au dessus de la toiture (système anti explosion : zone 0). La cheminée étant un point d'impact privilégié pour la foudre, il serait judicieux de déplacer la cheminée en façade (identique au rejet STEARATE) afin de protéger cet équipement. • Continuité la mise en place de parafoudre type 1 et 2 lors de la rénovation des TGBT dans les sous-stations. Selon les échanges tenus, seule la remarque relative aux systèmes d'éclairages du point n°3 aurait été traitée, mais aucun élément de traçabilité n'a été présenté. Compte tenu du contexte de destruction de la cheminée qui accueille le paratonnerre, l'exploitant a indiqué qu'une nouvelle ARF sera prochainement réalisée, ainsi qu'une étude technique foudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : L'exploitant ne dispose pas d'une base documentaire permettant de respecter les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Sous un délai de 6 mois, il justifiera à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> - de la réalisation de la nouvelle analyse de risque foudre et l'étude technique associée, - de la mise en place de la notice de vérification et de maintenance, du carnet de bord,

- de la programmation des visites de vérification prévues à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010,
- de la mise en place des dispositifs de protection qui résulteront de l'ARF et l'ETF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois